



FEDERATION DU RHONE DE LA LIBRE Pensee ET D'ACTION SOCIALE

7, rue Major-Martin 69002 LYON

Contact : Librepensee69@orange.fr – www.librepenseerhone.org

COMMUNIQUE DE PRESSE

C'est avec consternation et colère que nous apprenons la nouvelle de l'annulation de la conférence organisée par le collectif Palestine 68 et l'association « Solidarité Etudiants » le 1^{er} février à l'université Lyon II, conférence intitulée : « Gaza, crimes de guerre, crimes contre l'Humanité, génocide ? Israël au tribunal ! », en présence de Me Gilles Devers, avocat ayant initié la plainte pour « génocide et autres crimes » à Gaza, devant la Cour Pénale Internationale.

L'université Lyon II avait accepté l'organisation de cette conférence, avant de céder sur injonction du préfet. C'est peu dire qu'elle ne sort pas grandie de cette décision. Le motif avancé par la préfecture est le risque de troubles à l'ordre public.

Rappelons que de précédents événements similaires se sont déroulés à Lyon sans aucun problème : ni troubles ni propos anti-sémites lors de la conférence de l'avocat franco-israélien Salah HAMMOURI le 23 juin dernier, ou celle de la militante Mariam Abou DAQQA le 28 septembre. En dépit des annonces et menaces du CRIF, ces conférences n'ont nullement constitué des atteintes à l'ordre public. Elles n'ont pas davantage été le lieu de propos anti-sémites. Les manifestations et rassemblements organisés chaque semaine à l'initiative du collectif Palestine 69 n'ont jamais donné lieu au moindre incident.

Comment comprendre ?

Certes il y a eu la pression de l'autoproclamé « Conseil représentatif des institutions juives de France » (CRIF – section régionale), relayée par M. Laurent WAUQUIEZ, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes. La position du CRIF ne nous surprend pas, il est dans son rôle d'organisation sioniste.

Celle de M. Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est autrement inquiétante, et même choquante venant d'un élu de la République.

M. Wauquiez appelle à ne pas jeter « d'huile sur le feu dans une situation plus incandescente que jamais. » Oui il y a le feu, mais précisément aujourd'hui à Gaza – et en Cisjordanie ! C'est là que le massacre se poursuit, par les bombardements, la famine, le blocage des denrées alimentaires et de l'aide médicale, la destruction complète de toutes les infrastructures qui permettent à la population de vivre. La Cour internationale de justice vient de mettre les autorités israéliennes en demeure de « prévenir le génocide à Gaza ». A quel moment M. Wauquiez a-t-il demandé un cessez-le-feu ? On aimerait savoir.

Inquiétantes positions pour celui qui se prévaut des prétendues « valeurs de la République », formalisées par le Contrat d'Engagement Républicain, pour régenter les subventions en AuRA ! Cela dit, la position de M. Wauquiez ne nous surprend guère. On se contentera de rappeler que ce personnage se montrait naguère étrangement disert sur les « racines de M. Strauss-Kahn ». Chacun jugera de la profondeur de son engagement contre l'antisémitisme.

Mais c'est à présent le gouvernement français, par l'intermédiaire de son préfet du Rhône, qui s'en prend à la liberté et s'oppose aux initiatives visant à faire cesser la logique génocidaire en cours en Palestine. Et c'est là le plus grave.

Partout dans le monde, une profonde indignation se fait jour pour demander la paix.

Tous les témoignages des ONG et institutions internationales concordent sur l'horreur du massacre à Gaza.

Plus personne ne peut l'ignorer.

En interdisant la conférence prévue à Lyon II, on cherche à entretenir le mythe d'un complot terroriste antisémite – largement entretenu dans les media - qui justifierait le silence assourdissant de l'Etat français, complice de fait des crimes perpétrés. Car enfin on reste confondu par les accusations portées contre les organisateurs.

Depuis quand le soutien au peuple palestinien équivaut-il à un soutien quelconque au terrorisme ? On est dans la calomnie, pour ne pas dire dans la diffamation.

NOTRE SOUTIEN VA PLEINEMENT AU COLLECTIF PALESTINE 69 ET A SOLIDAIRES ÉTUDIANT·E·S. NOUS ESPERONS BIEN QUE LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET LE JUGE DES LIBERTES LES RETABLIRONT DANS LEUR DROIT, COMME CELA S'EST VU DANS UNE SITUATION TRES SEMBLABLE LE 23 JUIN DERNIER.

HONNEUR A ME GILLES DEVERS, DONT L'INTEGRITE EST DIRECTEMENT MISE EN CAUSE, ALORS QU'IL S'EMPLOIE A ETABLIR DES FAITS, DANS LE RESPECT DU DROIT.

HONTE AU GOUVERNEMENT MACRON ET A SON PREFET, ET HONTE A M. WAUQUIEZ COMME A TOUS LES VA-T-EN-GUERRE !

Lyon, le 31/01/2024-12 heures